



Global Ukraine Foundation
Kyiv, Ukraine // Metz, France
www.global-ukraine.com
office@global-ukraine.org

HDIM.NGO/0639/18/FR
28 September 2018

OSCE Human Dimension Implementation Meeting 2018
Working Session 11. Fundamental Freedoms I
Warsaw, 17 September 2018

Docteur Violeta Moskalu
Experte en gouvernance et développement international
Fondatrice de la fondation Global Ukraine

La kleptocratie met en danger les libertés fondamentales dans les pays post-soviétiques

Les libertés fondamentales sont en danger dans les systèmes de gouvernance d'un certain nombre de pays post-soviétiques qui sont devenus, depuis la chute de l'ex-URSS - de facto - des kleptocraties.

Il faut rester vigilants à ne pas utiliser les instruments et les matrices d'analyses auxquels nous sommes habitués dans les démocraties occidentales quand il s'agit d'analyser le respect des libertés et des droits fondamentaux dans les pays post-soviétiques tels que la Moldavie, l'Azerbaïdjan, la Russie, le Kazakhstan, etc.

Les sciences politiques parlent de « *relations prédatrices entre l'état et la société* » (*predatory state-society relationship*) et soulignent le fait que le développement d'un État dépend en premier lieu de la mentalité des élites au pouvoir (*mentality of ruling elites*).

Les *pays kleptocratiques* souffrent à cause des politiques économiques extractives menées par les clans politiques locaux au pouvoir, qui profitent et abusent de leur pouvoir politique pour faire des



Global Ukraine Foundation
Kyiv, Ukraine // Metz, France
www.global-ukraine.com
office@global-ukraine.org

affaires, préoccupés en premier lieu à faire augmenter leur fortune personnelle et à garder le pouvoir le plus longtemps possible.

Ces élites politiques là pensent que faire de la POLITIQUE et faire du BUSINESS - c'est la même chose, ils confondent les deux au quotidien, mélangeant intérêt personnel et intérêt national, leurs attitudes envers les gens est celle comme envers leurs marchandises ou esclaves, les libertés fondamentales et les droits de l'Homme ne sont pas garanties, ni respectées.

Les sociétés civiles sont en position d'extrême fragilité, voire même souvent en danger, dans ces pays kleptocratiques, la majeure partie des citoyens finit par voter avec les pieds, la migration étant le résultat de la perte d'espoir que les règles et les principes démocratiques finiront par permettre un renouvellement démocratique, une rotation des élites au pouvoir, etc.

La migration est le résultat direct des politiques kleptocratiques « *extractives et prédatrices* » sur des gens qui souffrent, et qui finissent par quitter leur pays d'origine à cause de la pauvreté ou de l'absence d'ascenseurs sociaux, ou bien pour fuir les persécutions politiques qui mettent leur vie en danger.

La crise actuelle de la migration à laquelle nous sommes confrontés au sein de l'Union Européenne fait penser de façon extrêmement lucide et critique à la complicité passive et à la responsabilité qui est la nôtre, celles de pays occidentaux, de ne pas avoir cherché ou de ne pas avoir réussi à trouver des solutions qui marchent dans les relations géopolitiques avec les élites au pouvoir dans un grand nombre de pays du continent africain p.ex.

Les solutions ne peuvent pas être trouvées sur la base de nos matrices de réflexion et des instruments d'analyse qui sont d'habitude utilisés dans les démocraties occidentales.

Nous devons développer des mécanismes de conditionnalité beaucoup plus forts pour les programmes d'aide financière et d'assistance technique, nous devons utiliser des sanctions individuelles et collectives, nous devons réformer le système international d'aide au



Global Ukraine Foundation
Kyiv, Ukraine // Metz, France
www.global-ukraine.com
office@global-ukraine.org

développement, utiliser des systèmes mixtes pour la réformes des systèmes de justice avec des juges internationaux qui aident, aux côtés des juges locaux à réformer les systèmes de justicé au cœur de la réussite de la mise en place de l'état de droits, etc.

L'histoire du 20me siècle avait démontré que le seul espoir des gens opprimés et des dissidents dans l'ex-URSS pouvait venir de l'Occident, je souligne la nécessité de poser les bons mots sur les faits si nous souhaitons vraiment aider les pays post-soviétiques dans les processus de transformation en cours.